

Pacte migratoire : Michel conforté à l'étranger

FÉDÉRAL

La crise qui couve au fédéral n'est pas levée. Une réunion des directeurs de cabinets, lundi, n'a pas permis de dégager une solution. Pour rappel, la N-VA s'oppose à l'approbation, par la Belgique, du pacte migratoire de l'ONU, alors que les trois autres partis de la majorité l'exigent.

Mais il nous revient de source diplomatique, confirmée dans les rangs politiques que la position du Premier ministre, du VLD et du CD&V est progressivement défendue aussi par plusieurs états européens. C'est ce qui ressort de contacts informels lors du sommet sur le Brexit de ce dimanche. Deux pays, très proches de la Belgique sur leur conception de la migration, les Pays-Bas et le Danemark semblent s'apprêter à approuver le pacte. La Grande-Bretagne devrait également suivre, tout comme l'Allemagne, ce qui pourrait entraîner l'adhésion de la France et du Luxembourg. Ces pays devraient toutefois assortir leur accord d'une note interprétative. Celle-ci ne serait pas nécessairement commune entre les pays, mais préciserait que le pacte n'est pas contraignant, que la souveraineté des États est garantie, que les États dont partent les demandeurs d'asile doivent reconnaître leurs

nationaux, que les centres fermés ne sont pas interdits et que les États reconnaissent l'importance de la lutte contre la traite des êtres humains. Tout ceci devrait éviter que des tribunaux accordent des droits qui ne se trouvent pas dans le pacte ou qui vont plus loin que la politique des États comme la Belgique.

Approuvé moyennant une déclaration interprétative ?

Au MR, on analyse ces évolutions comme renforçant la position des trois partis de la majorité, et on espère que ces éléments convaincront la N-VA que le pacte peut-être approuvé moyennant une déclaration interprétative.

Mais le parti nationaliste n'a pas donné son accord lors de la réunion des directeurs de cabinet. La N-VA, dit-on dans les autres partis hésite entre, d'une part, approuver le pacte et se mettre à dos les électeurs les plus à droite sur les questions migratoires et, d'autre part, faire tomber le gouvernement, en perdant ceux du monde économique qui ont vu dans la N-VA un parti bon gestionnaire. La N-VA nie, de son côté être divisée et continue à estimer que ce pacte ne peut être approuvé. ■

BERNARD DEMONTY